



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COUR D'APPEL DE NANCY

**Représenté par Monsieur le Premier Président
de la Cour d'Appel de Nancy
et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour**

Service en charge de la passation du marché public :
COUR D'APPEL DE NANCY
Service Administratif Interrégional
Cellule Achats Publics
60 rue Jacquinot
54 000 Nancy

**MARCHE PUBLIC RELATIF A LA MAINTENANCE DES
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, VENTILATION ET
CLIMATISATION
DES JURIDICTIONS JUDICIAIRES
DU RESSORT DES COURS D'APPEL DE METZ ET DE NANCY**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)**

Marchés n° AOO.2025.02.00 ; AOO.2025.03.00 ; AOO.2025.04.00
et AOO.2025.05.00

Objet de la consultation :

Prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation des juridictions judiciaires du ressort des Cours d'appel de Metz et de Nancy

Le présent cahier des clauses particulières comporte 29 pages numérotées de 1 à 29.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFIANTS	4
ARTICLE 2 : OBJET	5
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE	5
3.1. Forme du marché	5
ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE	6
ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
5.1. Les pièces particulières	6
5.2. Les pièces générales.....	6
5.3. Documents techniques	7
ARTICLE 6 : PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
ARTICLE 7 : PRESTATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE.....	8
7.1. Prestations de maintenance à effectuer par le titulaire.....	8
7.2. Définition des prestations de maintenance préventive et corrective.....	8
7.2.1. Maintenance préventive	8
7.2.2. Maintenance corrective	9
7.3. Exploitation des installations	9
7.4. Opérations d'isolement électrique et consignation	10
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
8.1. Limite des interventions et responsabilité du titulaire	10
8.1.1. Liste des installations, équipements et matériels à prendre en compte.....	10
8.1.2. Responsabilité du prestataire	10
8.1.3. Constat des lieux avant le début d'intervention – Constat de détérioration.....	11
8.2. Interventions systématiques de la maintenance programmée	11
8.2.1. Définition et description des interventions	11
8.2.2. Planification générale des interventions	11
8.2.3. Planification spécifique (hors programme de base)	11
8.2.4. Déroulement des interventions.....	12
8.2.5. Proposition d'intervention.....	12
8.3. Interventions curatives ou correctives.....	12
8.3.1. Intervention – Astreinte	12
8.3.2. Fiche de travail.....	14
8.3.3. Proposition d'intervention.....	14
8.4. Coordination des interventions	14
8.4.1. Intervenants extérieurs	14
8.4.2. Assistance technique ou interventions exécutées avec d'autres titulaires	14
8.5. Fournitures	15
8.5.1. Consommables et outillages.....	15
8.5.2. Pièces de rechange, pièces détachées, stock de maintenance ou d'astreinte	15
8.5.3. Prestation à la charge du titulaire	15
8.5.3. Prestation à la charge du titulaire	15
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXECUTION	16
9.1. Prise en charge – Remise du matériel ou des équipements en fin de marché.....	16
9.2. Protection des installations existantes.....	16
9.3. Signalisation du chantier	17
9.4. Accès – Consignes	17
9.5. Locaux et moyens mis à disposition	17
9.6. Modification des installations	17
9.7. Représentant – Personnel d'intervention du titulaire	18
9.7.1. Représentant.....	18

9.7.2. Personnel d'intervention	18
9.8. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	18
9.9. Obligations et responsabilités	19
9.9.1. Obligations et responsabilités du pouvoir adjudicateur	19
9.9.2. Obligations et responsabilités du titulaire	19
9.9.3. Obligation de discrétion du titulaire.....	19
ARTICLE 10 : HORAIRES DE TRAVAIL.....	19
ARTICLE 11 : OPERATIONS DE VERIFICATION	20
11.1. Vérification	20
11.2. Obligation de résultats	20
ARTICLE 12 : DISPOSITIONS DIVERSES.....	20
12.1. Assurances	20
12.2. Destruction totale ou partielle des installations	21
12.3. Cas de force majeure.....	21
12.4. Résiliation du marché.....	21
12.5. Sous-traitance.....	21
ARTICLE 13 : PERFROMANCE ENVIRONNEMENTALE.....	22
ARTICLE 14 : CONSIDERATIONS SOCIALES	22
Les informations renseignées dans le questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat...	22
ARTICLE 15 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	22
15.1. Forme du prix.....	22
15.1.1. Prix forfaitaire	22
15.1.2. Prestation hors forfait – bon de commande	23
15.2. Révision des prix.....	23
ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT	24
16.1. Facturation	24
16.2. Mode de règlement.....	25
16.3. Avance forfaitaire	25
ARTICLE 17 : PENALITES	25
ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN.....	27
18.1. Modification du montant maximal de la partie à bons de commande	27
18.2. Modification de l'inventaire des équipements objets de la maintenance.....	28
ARTICLE 19 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	28
ARTICLE 20 : LANGUE ET UNITE MONETAIRE.....	29
ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS	29

ARTICLE 1 : IDENTIFIANTS

L'acheteur public qui passe le marché est l'Etat – Ministère de la Justice – Cours d'appel de Nancy et de Metz suivant les différents lots du marché comme ci-dessous indiqué :

LOT 1 :

DENOMINATION :

Etat – Ministère de la Justice – Cour d'appel de Metz

Représenté par Monsieur le Premier Président de la Cour d'appel de Metz et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour.

ADRESSE : 3 rue Haute Pierre

BP 41 063

57 036 METZ CEDEX 01

TELEPHONE : 03 87 56 76 26

LOTS 2 à 4 :

DENOMINATION :

Etat – Ministère de la Justice – Cour d'appel de Nancy

Représenté par Monsieur le Premier Président de la Cour d'appel de Nancy et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour.

ADRESSE : 3 rue Suzanne Regnault Gousset

CO 90010

54035 NANCY CEDEX

TELEPHONE : 03 83 17 24 00

Les titulaires sont les prestataires de services qui ont conclu le marché avec l'Etat. Ils désigneront, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour les représenter vis à vis de la Personne Publique. Chaque lot du marché devra disposer d'un référent dans le personnel du titulaire. Ce référent pourra avoir la gestion de plusieurs lots.

L'interlocuteur du titulaire dans le cadre de la gestion courante du présent marché est le directeur des services de greffe judiciaires, responsable du site concerné ou son représentant (RLSEM : Responsable Local du Suivi de l'Exécution du Marché).

Pour le lot 1 : L'interlocuteur du titulaire pour toutes les questions d'ordre administratif est le responsable de la gestion budgétaire (RSEM : Responsable du Suivi et de l'Exécution du Marché) – Service administratif régional de la Cour d'appel de Metz – 19 rue Puhl Demange – 57000 METZ.

Pour les lots 2, 3 et 4 : L'interlocuteur du titulaire pour toutes les questions d'ordre administratif est le responsable des marchés publics (RSEM : Responsable du Suivi et de l'Exécution du Marché) – Service administratif interrégional de la Cour d'appel de Nancy – Cellule Achats Publics – 60 rue Jacquinot – 54 000 NANCY.

Le comptable public assignataire des paiements est le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Meurthe-et-Moselle – 47 rue Sainte Catherine – CO 60069 – 54 036 NANCY Cedex.

ARTICLE 2 : OBJET

Les dispositions du présent marché concernent l'exécution des prestations suivantes pour les juridictions de l'ordre judiciaire des ressorts des Cours d'appel de Nancy et Metz :

- Maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation

L'annexe du présent CCP définit la liste des juridictions concernées, les équipements à prendre en compte, ainsi que les interventions et programmes de maintenance à exécuter et dus au titre du présent marché.

Sans préjuger de la description des tâches détaillées dans les articles du présent marché, le titulaire sera responsable 24h/24 et 365 jours/365 de ses obligations contractuelles.

Par ailleurs, pour la bonne coordination de l'exécution des prestations, chacun tiendra compte des interventions des titulaires d'autres marchés.

Il s'agit d'un marché de maintenance et exploitation des équipements dont l'objet consiste en des interventions de contrôle, vérification et remise en état conformément aux prescriptions stipulées dans les pièces techniques du présent marché. Il s'agit de prestations de services conformément aux normes NF X 60-100, NF EN 13306, NF XP ENV 13269.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

3.1. Forme du marché

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Il est traité à prix mixtes et est composé :

- D'une part à prix global et forfaitaire, pour les prestations forfaitaires,
- D'une part à bons de commandes, pour les prestations dites hors forfait, relevant du bordereau de prix unitaires

Pour la partie exécutée via l'émission de bons de commande, en vertu des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, le présent marché est conclu sans minimum et avec un montant maximum en valeur indiqué au sein de **l'article 3.2 – Allotissement** (ce montant s'entend sur toute la durée du marché).

3.2. Allotissement

Le présent marché est composé de 4 lots qui feront l'objet de marchés distincts :

- ❖ **Lot n°1** : prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation pour les juridictions du département de la Moselle (**AOO.2025.02.00**)
Pour la partie exécutée via l'émission de bons de commande Sans minimum / avec un maximum de 40 000 € HT
- ❖ **Lot n°2** : prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation pour les juridictions du département de la Meurthe et Moselle (**AOO.2025.03.00**)

Partie exécutée via l'émission de bons de commande Sans minimum / avec un maximum de 48 000 euros HT

- ❖ **Lot n°3 :** prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation pour les juridictions du département de la Meuse (AOO.2025.04.00)

Partie exécutée via l'émission de bons de commande Sans minimum / avec un maximum de 40 000 euros HT

- ❖ **Lot n°4 :** prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation pour les juridictions du département des Vosges (AOO.2025.05.00)

Partie exécutée via l'émission de bons de commande Sans minimum / avec un maximum de 56 000 euros HT

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lots qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est passé pour une période allant du 1^{er} février 2026 au 31 janvier 2028.

A l'issue de la première période d'exécution, il sera annuellement reconductible, par décision expresse des représentants du Pouvoir Adjudicateur, pour s'achever au plus tard le 31 janvier 2030 (soit deux reconductions).

Les représentants du Pouvoir Adjudicateur notifieront leur décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception deux mois avant la fin de la période d'exécution.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

La non reconduction, appliquée dans les conditions sus-énoncées, ne saurait être considérée comme une résiliation et ne donnera lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante.

5.1. Les pièces particulières

- l'acte d'engagement de chacun des lots et ses annexes financières :
 - l'annexe 1 : la décomposition du prix globale forfaitaire (DPGF)
 - l'annexe 2 : le bordereau de prix unitaires (BPU)
- le présent cahier des clauses particulières et ses annexes
- le mémoire technique et CRT

5.2. Les pièces générales

- le cahier des clauses administratives générales fournitures et services (CCAG-FCS) ;

- les cahiers des clauses techniques générales, les normes ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux prestations techniques, faisant l'objet du marché ;
- les documents techniques unifiés (DTU) en vigueur ;
- les normes UTE en vigueur ;
- les normes françaises y compris les fiches d'interprétation, guides pratiques et recommandations provisoires ;
- les réglementations en vigueur concernant la législation du travail, notamment celles fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- les arrêtés ministériels des 25 juin 1980 (pour les bâtiments de type W3) et 22 juin 1990 (pour les bâtiments de type W5), règlement de sécurité des ERP ;
- l'arrêté du 8 octobre 1987 article 3 et 4 qui concerne l'aération ainsi que l'assainissement des locaux de travail ;
- le règlement de sécurité ERP du 23 mars 1965 ;
- le code du travail
- les réglementations en vigueur concernant la législation du travail, notamment celles fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs du maître d'ouvrage et des utilisateurs appliqués pour les bâtiments définis aux annexes du présent document.

NOTA :

Seuls les originaux détenus par le Pouvoir Adjudicateur font foi.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute autre documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes des lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires, de tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

5.3. Documents techniques

- les documents techniques sont ceux conformes à l'exécution. Ils sont constitués de plans, schémas, notices techniques, programmes informatiques. Tous ces documents seront également mis à la disposition des prestataires par le RLSEM pour consultation.

En ce qui concerne les documents techniques, seront applicables les documents relatifs au dernier état de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire du marché pour des prestations similaires.

Ce nouveau marché sera alors négocié directement par le représentant du Pouvoir Adjudicateur avec le titulaire.

ARTICLE 7 : PRESTATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché s'engage à :

- faire une visite de site complète des lieux, bâtiments, services, conjointement avec une personne qui sera désignée par le directeur des services de greffe judiciaires, afin de faire un inventaire total et complet des matériels installés à maintenir ;
 - le titulaire devra prendre attache avec le site afin de convenir d'une visite dans un délai d'un mois à compter de la d'entrée en vigueur du marché
 - il devra transmettre son inventaire à jour au RSLEM et RSEM dans un délai de deux mois à compter du rendez-vous sur site.
- mettre en œuvre les moyens nécessaires en personnels et en matériels, en vue de la bonne exécution de la prestation ;
- garder strictement confidentiels et dans un lieu sécurisé tous les documents, informations et moyens d'accès qui lui seront éventuellement confiés et/ou dont il pourrait avoir connaissance.

Un bilan annuel pourra être effectuée sous la forme d'une réunion de synthèse organisée annuellement par la cellule achats publics. Cette réunion portera sur les points suivants :

- observations sur les conditions d'exploitation du marché ;
- anomalies constatées ;
- pistes d'amélioration des conditions d'exécution du marché.

Le cas échéant , à cette réunion participeront les personnes désignées par la cellule achats publics et l'ensemble des directeurs des services de greffes judiciaires concernés par les prestations objets du marché. un compte rendu sera transmis par le titulaire dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires.

7.1. Prestations de maintenance à effectuer par le titulaire

La liste des opérations de maintenance à effectuer apparait en annexe au CCP.

7.2. Définition des prestations de maintenance préventive et corrective

Le titulaire prend en charge les opérations de maintenance préventive et corrective dont il a la charge.

Les opérations de maintenance corrective ne seront pas effectuées en même temps que les opérations de maintenance préventive.

7.2.1. Maintenance préventive

La maintenance préventive des équipements (matérielle et logicielle) est effectuée annuellement tel qu'indiqué à l'annexe 1 des actes d'engagement dans la décomposition du prix global forfaitaire.

Elle vise à réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

Chaque visite est planifiée à l'avance au moins cinq (5) jours ouvrés par le titulaire et en accord avec le directeur des services de greffe judiciaires du site concerné.

Le titulaire devra fournir le nom du technicien se rendant sur site et la date de visite programmée avant d'effectuer la visite préventive.

Le technicien sur site devra être muni de sa carte professionnelle et de sa carte d'identité.

D'une manière générale, les visites de maintenance préventive sont réalisées aux heures ouvrées du site considéré, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Un représentant du service pourra être présent lors des visites.

Le titulaire assurant la conduite, la surveillance et les opérations préventives des installations se doit de prévenir le RLSEM de tout vieillissement, obsolescence, dysfonctionnements importants dans le fonctionnement d'un matériel ou équipement dont il a la charge et qui pourrait nuire à la continuité du service toute technique confondue.

Le titulaire se doit également de fournir les éléments techniques et estimatifs nécessaires au RLSEM pour programmer lesdits travaux d'entretien.

Sont à la charge du titulaire, toutes les prestations de main d'œuvre qualifiée et des petites fournitures nécessaires à la conduite, la surveillance, l'entretien et la maintenance préventive des installations, équipements et composants, matériels et matériaux constituant le présent marché désigné en annexe du présent CCP.

7.2.2. Maintenance corrective

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective sont de niveau 1 et 2 (et 3 pour un site – lot 4 – cf annexe CCP) comprennent le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse), l'action corrective ou palliative immédiate, la remise en état de fonctionnement par le remplacement de composants individuels d'usure ou détériorés ou l'échange standard (ou à défaut un produit équivalent) des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation d'un ou plusieurs organes de systèmes (matériels et/ou logiciels). Un essai de fonctionnement doit également être effectué avant de clore l'intervention.

Le titulaire se doit enfin de prendre toutes dispositions conservatoires assurant la continuité de fonctionnement éventuellement en mode dégradé en attendant la réalisation de la remise à niveau qu'il aura proposée. Le RLSEM fera intervenir toute entreprise de son choix pour toutes les prestations autres que celles comprises dans le présent marché, c'est-à-dire pour tous travaux considérés comme des travaux de modification et/ou d'amélioration des équipements allant au-delà d'une maintenance corrective.

7.3. Exploitation des installations

Dans le cadre de ce marché, le titulaire exécutera les interventions nécessaires à la surveillance. Ces interventions sont directement liées à la maintenance programmée et seront exécutées dans le cadre de celle-ci.

La surveillance consiste, lors des visites, en un contrôle visuel, olfactif et auditif des équipements afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations et pour bien prévenir les dérèglements, les pannes ou les incidents.

Cette surveillance consistera notamment en :

- l'inspection pendant le fonctionnement des différents équipements ;

- l'observation des organes de sécurité et de signalisation et leur maintien en bon état de fonctionnement.

7.4. Opérations d'isolement électrique et consignation

Le titulaire se chargera de procéder à toutes les opérations d'isolement électrique et de consignation à partir des tableaux électriques d'alimentation nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Limite des interventions et responsabilité du titulaire

8.1.1. Liste des installations, équipements et matériels à prendre en compte

L'annexe au CCP fixe, pour chacun des lots, la nature des installations à la charge du prestataire ainsi que les prestations et interventions qu'il devra exécuter dans le cadre du présent marché. Il sera établi un procès-verbal de prise en charge pour chaque juridiction dans le cadre de chacun des lots du marché.

Suite à la notification du marché et à son entrée en vigueur, le titulaire s'engage à prendre contact avec chaque directeur des services de greffe judiciaires des juridictions dont il doit assurer la maintenance afin de se présenter et de leur transmettre un calendrier de maintenance.

A cette occasion il transmet également au directeur de greffe, les éléments qui lui permettront de faire appel au titulaire en cas de panne de la façon la plus efficace qui soit (conditions de l'astreinte, numéro et identifié de la personne à joindre...). Ces éléments seront également transmis :

A la cellule budgétaire du service administratif régional de la cour d'appel de Metz pour le lot 1

A la cellule Achats Publics du service administratif interrégional de la Cour d'appel de Nancy pour les lots 2, 3 et 4.

8.1.2. Responsabilité du prestataire

Le prestataire sera responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu tant d'une façon partielle que sur l'ensemble de celles-ci.

Par conséquent, toutes les installations, après intervention, devront être en parfait état de fonctionnement et de sécurité et avoir, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant, avant d'intervenir.

Le prestataire devra respecter les recommandations et instructions données par les constructeurs des installations à sa charge.

Lors des travaux exécutés par une autre entreprise sur le site, et lorsque ces travaux concernent une section technique du présent marché, le titulaire doit sur demande apporter assistance au RLSEM pour contrôler les travaux, les réceptionner, apporter aux responsables de la juridiction toute assurance sur la conformité de ces travaux tant sur le plan technique, législatif et administratif.

Le titulaire prend en charge, sous sa seule responsabilité, les pièces et matériels qui lui ont été livrés par la personne publique. Le titulaire est responsable de la conservation de ces pièces et matériels,

en qualité et en quantité, dans les lieux de stockage mis à sa disposition par le RLSEM. Le matériel manquant ou dégradé sera déduit de la rémunération du titulaire, après établissement d'un constat de perte ou de dégradation contresigné par les deux parties, au prix d'achat justifié à la date du constat de perte, à moins que le titulaire ne se réserve de réapprovisionner le matériel incriminé à sa charge.

Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'intervention d'une autre entreprise sur les matériels dont il a en charge la maintenance pour décliner toute responsabilité sur les dysfonctionnements ou pannes qui pourraient survenir.

8.1.3. Constat des lieux avant le début d'intervention – Constat de détérioration

Si lors d'une intervention, dans un local, sur une installation, sur un équipement ou sur un matériel, le titulaire constate une détérioration de quelque nature qu'elle soit et notamment au cours d'un contrôle, d'une vérification et surtout avant de commencer un travail, il devra impérativement le signaler et le faire constater au RLSEM.

8.2. Interventions systématiques de la maintenance programmée

8.2.1. Définition et description des interventions

Les interventions préventives à exécuter dans le cadre du présent marché sont définies et décrites dans l'annexe au CCP.

8.2.2. Planification générale des interventions

La périodicité des interventions systématiques à exécuter par le prestataire est précisée dans l'annexe au présent CCP.

Elle doit respecter la réglementation en vigueur.

Sur la base des documents précités, ainsi que du présent marché, le titulaire élaborera et fournira, dans un délai maximum de quatre (4) semaines à compter de la prise d'effet du présent marché, un planning général annuel des interventions à exécuter conformément aux programmes de son marché et sera soumis à l'accord préalable du RSEM.

Les programmes seront annuels et préciseront pour chaque poste (équipement et/ou composant selon programme) et pour chaque type de prestation, le numéro de la semaine où celle-ci devra être exécutée.

Le prestataire devra tenir compte des contraintes inhérentes à l'activité des divers utilisateurs et services des juridictions et particulièrement au caractère spécifique des équipements dont il aura la charge, tant en ce qui concerne leur fonction de sécurité et de protection, que de l'environnement quotidien où il faudra intervenir.

8.2.3. Planification spécifique (hors programme de base)

Toutes les opérations de maintenance systématique font l'objet d'un planning d'exécution établi de façon à occasionner le minimum de gêne aux activités des juridictions.

Cependant, si certaines interventions nécessitent l'arrêt d'installations pouvant créer des perturbations dans le fonctionnement du bâtiment, le prestataire concerné ne devra les exécuter qu'en dehors de la présence des utilisateurs et avec l'accord du RLSEM.

Ce planning sera remis au directeur de greffe de chaque juridiction à l'entrée en vigueur du marché, pour l'année en cours puis au début de chaque nouvelle année, et une copie sera transmise au RSEM.

8.2.4. Déroulement des interventions

Le personnel du prestataire chargé d'intervenir se présentera au RLSEM dès son arrivée sur le site.

La durée des interventions de maintenance doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement du bâtiment aux jours et heures d'ouverture.

A chaque intervention, le personnel d'exécution atteste que les opérations systématiques prévues dans le marché ont bien été effectuées en complétant le carnet d'entretien prévu à cet effet. Il y mentionne la date, le nom et qualité des personnes ayant réalisé les travaux, la nature des travaux exécutés ainsi que, le cas échéant, des actions restantes à mener. Il reporte notamment par écrit entre autres les résultats et incidents éventuels au RLSEM pour que celui-ci les mentionne dans le registre de sécurité du bâtiment.

De plus, si nécessaire, il sera établi par le prestataire un compte rendu circonstancié où seront consignées ses observations telles que les anomalies constatées, l'usure de certains composants, les risques de détérioration, un mauvais fonctionnement... ainsi que la liste exhaustive des pièces détachées qu'il a eues à utiliser.

Cette procédure est celle qui sera utilisée normalement, c'est à dire dans le cadre du déroulement des opérations sans incident. Par contre, si au cours d'une intervention, le personnel du titulaire était amené à constater un désordre ou une anomalie ou tout autre dérangement de quelque nature que ce soit qui risquerait soit de mettre en péril le fonctionnement total de l'installation dont il assure la maintenance soit de remettre en cause la sécurité en général, et les garanties qui y sont associées, dans des conditions normales d'exploitation et de fonctionnement, il aura pour obligation contractuelle, d'en avertir par tout moyen, le RLSEM dans les plus brefs délais.

8.2.5. Proposition d'intervention

Suite à des interventions dues à des anomalies, le titulaire formulera les propositions d'interventions qu'il juge indispensables et nécessaires d'exécuter (liste des travaux, temps d'intervention et d'immobilisation), y compris celles qui ne sont pas de la compétence du personnel chargé de la maintenance programmée systématique, en y indiquant les conséquences que pourrait entraîner une décision négative ou un retard dans la prise de décision ou son exécution.

Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des matériels et les améliorations à y apporter. Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels et équipements à la réglementation en vigueur.

8.3. Interventions curatives ou correctives

8.3.1. Intervention – Astreinte

Les interventions de dépannage en astreinte se feront sur appels téléphoniques du RLSEM ou de son représentant. Les alarmes techniques à prendre en compte sont de deux catégories :

- les alarmes de 1^{ère} urgence nécessitant une intervention immédiate et systématique du titulaire dans un temps limité ;

- les alarmes techniques « courantes » ne nécessitant pas une intervention immédiate, mais pouvant être traitées pendant les heures normales d'ouverture du bâtiment ou du travail.

Quelles que soient les horaires de fonctionnement des bâtiments, le titulaire interviendra dans les délais qui lui permettront de respecter les engagements définis. Le titulaire fournira aux RLSEM, ainsi qu'à la cellule achats publics, la procédure détaillée d'appel de l'astreinte.

↳ **Dépannages en 1^{ère} urgence :**

En dehors des horaires normaux d'intervention ainsi qu'en dehors de sa présence sur le site conformément au planning d'exécution approuvé par le RLSEM, le titulaire assurera le dépannage sur transmission de dysfonctionnements par appel téléphonique du RLSEM.

Dès la prise d'effet du marché, le titulaire définira et établira la liste des dysfonctionnements impliquant un dépannage en 1^{ère} urgence car relevant du maintien de la circulation des utilisateurs des bâtiments et/ou de leur sécurité, et/ou de la sécurité des bâtiments. Cette liste sera établie en concertation avec le RSEM.

Ces dépannages en 1^{ère} urgence seront ceux qui conditionneront l'intervention du titulaire sur le site (à tout moment du jour ou de la nuit y compris samedis, dimanches et jours fériés).

Le temps d'intervention du titulaire dans le cas de dépannage en 1^{ère} urgence ne pourra excéder **deux (2) heures** à compter de l'appel du RLSEM ou de son représentant. Au-delà de 2 heures, le RSEM pourra appliquer une pénalité pour non-respect d'intervention. Eventuellement, il pourra se retourner contre le titulaire pour obtenir réparation de tout dommage ou autre détérioration matérielle due à la non-intervention technique du titulaire.

↳ **Dépannages courants (hors 1^{ère} urgence) :**

Si les dysfonctionnements « courants » ne nécessitent pas une intervention immédiate et systématique, il n'en demeure pas moins qu'il incombe au titulaire d'intervenir dans les meilleurs délais.

Le temps d'intervention du titulaire, dans le cas d'un dysfonctionnement courant, ne pourra excéder **huit (8) heures** à compter de la saisine par le RLSEM, ceci pour les jours ouvrables normalement travaillés. Pour les samedis, dimanches ou pour les jours fériés, ce délai est de **vingt-quatre (24) heures** à compter de la saisine par le RLSEM.

Le RSEM pourra appliquer une pénalité pour non-respect des délais d'intervention.

↳ **Obligations et responsabilité du prestataire en cas de dépannage :**

Le coût de chaque dépannage, sera déterminé en application du bordereau des prix unitaires en annexe 2 aux actes d'engagement que ce soit pour la partie matériel ou la partie main d'œuvre.

Une fois le dysfonctionnement constaté, un devis devra être transmis au service pour acceptation et engagement.

L'envoi de devis de maintenance corrective devra être réalisé sous 6 jours calendaires à réception de la demande.

La demande est initiée soit :

- par écrit par le service responsable du marché subséquent (par courriel) ;

- directement par le biais du rapport d'intervention du technicien de maintenance

Le titulaire s'engage à effectuer les diligences nécessaires à l'exécution du bon de commande et en aviser le RSEM dans un délai de 48h ouvrables.

Le RSEM pourra appliquer une pénalité pour non-respect des délais de transmission de devis.

Les obligations et la responsabilité du prestataire dans le cas d'une telle intervention sont :

- prendre toutes les mesures conservatoires qui s'imposent permettant d'assurer la protection des personnes et des biens ;
- avertir le RLSEM par tout moyen (si nécessaire) et dans les meilleurs délais quant à la disposition à prendre suite aux mesures conservatoires mises en place ;
- avertir (si nécessaire) la société chargée de la sécurité du bâtiment dont les coordonnées seront transmises aux prestataires lors de la notification du marché.

8.3.2. Fiche de travail

Après exécution des prestations ayant fait l'objet d'une demande d'intervention curative ou corrective, le titulaire complètera la fiche de travail prévue à cet effet dans un délai de 15 jours calendaires. Il renseignera les éléments suivants :

- le lieu des équipements ayant fait l'objet de l'intervention ;
- avec précision, la nature exacte des prestations exécutées ;
- la liste et les quantités des pièces détachées utilisées ;
- la quantité, par qualification, des heures de main d'œuvre passées ;
- la date et l'heure de début d'intervention et de remise en état de fonctionnement de l'équipement ou de l'installation.

Le prestataire joindra à la fiche de travail, si nécessaire, un compte rendu circonstancié et détaillé précisant les causes de l'incident et les dispositions prises, tant provisoires que définitives pour remédier aux désordres ou pannes, permettant ainsi une remise en état et/ou une remise en fonctionnement de l'installation ou de l'équipement concerné.

8.3.3. Proposition d'intervention

Suite à ce type d'intervention et notamment dans le cadre de remise en état provisoire, le titulaire devra, comme pour les interventions programmées, proposer au RLSEM les dispositions à prendre, en ce qui concerne les travaux à entreprendre pour une remise en état définitive de l'installation ou de l'équipement en parfait ordre de fonctionnement. Il assortira son descriptif technique d'une estimation financière.

8.4. Coordination des interventions

8.4.1. Intervenants extérieurs

Lorsque le titulaire doit faire intervenir des entreprises extérieures à sa société, il prendra toutes les dispositions, en accord avec eux et le RLSEM pour assurer la coordination de leurs interventions et l'exécution de celles-ci conformément aux clauses contractuelles du présent marché.

8.4.2. Assistance technique ou interventions exécutées avec d'autres titulaires

Lorsque le titulaire doit intervenir en assistance technique pour l'exécution de la maintenance ou autre service, et dont la responsabilité incombe au titulaire d'un autre marché, ou encore lorsqu'il fera appel à un de ces prestataires pour l'assister techniquement, il lui appartient, sous sa responsabilité, de s'organiser et de se coordonner avec ce ou ces prestataires afin d'exécuter les prestations dont il a la charge conformément à son marché. Il s'agira notamment le cas échéant d'accompagner les organismes de contrôle lors des vérifications périodiques concernant les installations à la charge du titulaire.

8.5. Fournitures

8.5.1. Consommables et outillages

Le titulaire fournit à ses techniciens, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé, et les appareils de mesure et de contrôle, ainsi que les matières consommables telles que connecteurs, câbles, composants, produits de nettoyage, etc...

Dans le cas où les outillages spéciaux sont fournis par le constructeur ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Le titulaire veille à ce que ses équipes n'utilisent pas l'outillage et les matériels appartenant à l'administration qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché. Si de l'outillage et des matériels appartenant à l'administration étaient prêtés au titulaire, celui-ci les mettra en œuvre sous sa propre responsabilité.

8.5.2. Pièces de rechange, pièces détachées, stock de maintenance ou d'astreinte

Les composants seront remplacés par des composants neufs et de caractéristiques identiques sauf accord préalable du RLSEM.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange sont, soit celles préconisées par le constructeur, soit compatibles avec le fonctionnement et la pérennité des matériels et des installations.

Le titulaire constituera un stock de maintenance ou d'astreinte pour permettre d'exécuter les travaux d'urgence ou sous astreinte, sans être pénalisé par un délai d'approvisionnement, et également d'avoir à disposition les pièces de rechange de première urgence nécessaires au fonctionnement de la section technique, qui se rapportent essentiellement à la sécurité du bâtiment et à la continuité du service.

8.5.3. Prestation à la charge du titulaire

Le titulaire prend en charge, sous sa seule responsabilité, les pièces et matériels qui lui ont été livrés par la personne publique. Le titulaire est responsable de la conservation de ces pièces et matériels, en qualité et en quantité, dans les lieux de stockage mis à sa disposition par le RLSEM. Le matériel manquant ou dégradé sera déduit de la rémunération du titulaire, après établissement d'un constat de perte ou de dégradation contresigné par les deux parties, au prix d'achat justifié à la date du constat de perte, à moins que le titulaire ne se réserve de réapprovisionner le matériel incriminé à sa charge.

8.5.3. Prestation à la charge du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de la traçabilité de toutes les actions de maintenance et d'exploitation sur les équipements du périmètre de son marché. A ce titre, il veillera à la constitution des fiches historiques sur base de données informatique.

Rapport annuel

Le titulaire établira un rapport de synthèse annuel par lot portant sur la tenue, la qualité et les performances des installations et équipements pris en charge dans le cadre de son marché, selon la structure suivante :

- Maintenance préventive
 - Nombre de visites réalisées par juridiction
 - Fréquence des visites par juridiction
- Maintenance corrective
 - Nombre d'interventions correctives par juridiction
 - Nombre de propositions de travaux émises
 - Nombre de propositions de travaux réalisées
- Les problèmes ou dysfonctionnements traités
- Les problèmes ou dysfonctionnements à traiter (actions et planning)

Le rapport annuel a pour but de synthétiser les faits significatifs de l'année écoulée sur le plan technique, contractuel, réglementaire et économique. Il devra être transmis au RSEM dans un délai d'un mois à compter de la date anniversaire du marché.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXECUTION

9.1. Prise en charge – Remise du matériel ou des équipements en fin de marché

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et des matériels ou équipements dont il assure la maintenance, ainsi que des règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'administration, après que le titulaire a fait connaître au RLSEM par écrit, la nature des mises en conformité qui lui paraîtraient nécessaires.

Indépendamment de ce qui est prévu concernant le délai de deux (2) mois de vérification et de contrôle des installations, le titulaire pourra dans les 21 (vingt et un) jours calendaires suivant la prise en charge, présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées. Passé ce délai, seules les réserves indiquées à ce procès-verbal seront prises en compte.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Toute dépense pour la remise en état des équipements et des installations, ou des documents, provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui sera retenue.

9.2. Protection des installations existantes

La mission du titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui pourraient résulter de sa faute ou de sa négligence seront réparés par lui et à ses propres frais dans les délais prescrits par ordre de service du RLSEM.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après ordre de service resté sans effet, la personne publique pourra, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du titulaire par tous les moyens qu'elle jugera bon.

9.3. Signalisation du chantier

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra, à ses frais, et après approbation du RLSEM, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et personnels salariés de la présence du chantier.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, le RLSEM se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais des prestataires concernés, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité des prestataires concernés en cas d'accident.

9.4. Accès – Consignes

Pour l'exécution des prestations prévues au présent marché, le personnel du titulaire a accès pendant les heures d'ouverture aux matériels et équipements dont il assure la maintenance. Il devra cependant se conformer aux prescriptions du règlement intérieur des juridictions et observer scrupuleusement les réglementations sur la sécurité publique.

La correction du personnel du titulaire vis à vis du personnel des juridictions ou des autres entreprises travaillant pour son compte devra être irréprochable. Il est interdit au personnel du titulaire de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire ou gratification quelconque.

9.5. Locaux et moyens mis à disposition

Le RLSEM peut mettre à la disposition de l'entreprise, en fonction des possibilités et du bien fondé de la demande du prestataire :

- des locaux à usage de bureau et/ou atelier ;
- la fourniture de l'eau et de l'électricité ;
- une ligne téléphonique.

Le titulaire maintiendra en état de propreté les locaux dans lesquels il intervient.

9.6. Modification des installations

La personne publique se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix. Il en avertira le titulaire au moins un (1) mois à l'avance.

Il faut entendre par « extension » et « modification d'installation », tous travaux qui pourraient avoir pour conséquence de transformer la nature et le volume des installations existantes ainsi que les prestations d'origine, dues par le titulaire, au titre de son marché.

La personne publique se réserve la possibilité de confier au titulaire, dans le cadre du présent marché, les prestations nécessaires pour assurer la maintenance, tant préventive que curative ou corrective, de ces nouvelles installations.

Le coût correspondant à ces prestations devra faire l'objet d'une proposition établie par le titulaire, présentée au RSEM qui servira de base à la passation d'avenant dans le respect du code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait sans l'accord écrit du RSEM sous forme d'ordre d'exécution qui fixera la date et le délai de l'intervention qui pourront être conditionnés par les activités du bâtiment.

9.7. Représentant – Personnel d'intervention du titulaire

9.7.1. Représentant

Le titulaire sera représenté par un responsable désigné qui sera le seul interlocuteur du RSEM. Il assurera notamment, à ce titre, la gestion administrative du marché.

Régulièrement, le représentant du titulaire prendra contact avec le RSEM qui lui fera part de ses observations éventuelles et de ses instructions. De plus, il sera rendu compte immédiatement de tout incident d'exploitation.

9.7.2. Personnel d'intervention

Le titulaire désignera les personnes qui seront seules autorisées pour la conduite et la maintenance des matériels ou équipements objets du marché.

Le titulaire reste responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. Celle-ci devra respecter le règlement intérieur de l'établissement.

La liste nominative des intervenants devra être remise au RSEM dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché.

9.8. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est totalement responsable des conditions d'exécution des prestations dont il a la charge et exécutées par ses intervenants.

A ce titre, il appartient aux prestataires d'avertir chaque intervenant des mesures à appliquer et notamment :

- des mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition, que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales des engins ;
- des mesures pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- des mesures concourant à une bonne hygiène de travail ;
- les zones de travail comportant des dangers doivent être signalées de manière bien visible ; elles doivent en outre être matérialisées par des dispositifs destinés à éviter que les travailleurs ou personnes non autorisés pénètrent dans ces zones ;
- les interventions du prestataire seront conformes à la réglementation du travail.

9.9. Obligations et responsabilités

9.9.1. Obligations et responsabilités du pouvoir adjudicateur

L'administration assure au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent CCP.

L'administration pourra être amenée, pour les besoins de ses services, à effectuer divers travaux sur les installations. Elle donnera pleine et entière connaissance au titulaire de l'objet et de la nature des travaux à réaliser. Dans le cas où ces travaux modifieraient de façon importante le volume de maintenance préventive, en plus ou en moins, le marché pourrait être modifié sous forme d'avenant.

9.9.2. Obligations et responsabilités du titulaire

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, de la discipline, du respect des consignes et de l'efficacité de son personnel. Il fournit à ce dernier, sous sa responsabilité, l'outillage et les consommables nécessaires à son travail.

Le titulaire est tenu de se conformer aux normes, règlements et règles de l'art (D.T.U.) pour l'exécution des tâches qui lui incombent.

Le titulaire sera tenu, sous sa responsabilité, de prendre les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui des juridictions, et toute autre personne autorisée à travailler sur le site ou dont la présence a été autorisée par le RLSEM sous son entière responsabilité. Ses assureurs renonceront à tous recours contre la personne publique pour des faits de cette nature.

Le titulaire est également tenu de signaler au RLSEM les contrôles et mises en conformité, et de prêter aide et assistance aux organismes qui les assurent, notamment en préparant le matériel pour qu'il puisse être visité.

9.9.3. Obligation de discrétion du titulaire

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser, pour d'autres fins que l'exécution du présent marché, les informations qu'il est amené à connaître, directement ou indirectement, du fait de l'exécution du présent marché.

La personne publique sera fondée à résilier le marché sans indemnité en cas de manquement du titulaire à son obligation de discrétion.

ARTICLE 10 : HORAIRES DE TRAVAIL

Toutes les interventions exécutées, dans les espaces, locaux ou zones occupées par le personnel des juridictions et/ou par toutes les personnes travaillant et ayant des activités sur les sites, seront réalisées sans gêne pour ses occupants.

Si le titulaire considère que certaines interventions ou opérations de maintenance risquent de gêner ou doivent être exécutées en dehors de la présence d'occupant, il doit programmer ces interventions avec l'accord express du RLSEM.

A la notification du marché, les RLSEM communiqueront au titulaire les différents horaires de fonctionnement ainsi que les périodes ouvertes pour l'exécution des prestations de maintenance.

ARTICLE 11 : OPERATIONS DE VERIFICATION

11.1. Vérification

Le RLSEM procédera ou pourra faire procéder à tout moment par le représentant de son choix aux opérations de vérification qu'il estime nécessaires. Celles-ci pourront être des contrôles ou des essais de fonctionnement.

Le titulaire communiquera au RLSEM tous les documents que celui-ci estimera nécessaires. Les opérations de vérification peuvent avoir lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

11.2. Obligation de résultats

Le titulaire, par le présent marché, est tenu d'obtenir les résultats suivants :

- garantir en permanence les performances des installations telles que construites ;
- garantir la meilleure durabilité des équipements, seul le vieillissement normal des équipements et composants pouvant être admis.

Les résultats, et donc la qualité de la maintenance et l'exploitation des équipements, sont évalués par :

- la disponibilité des installations et des équipements ;
- un taux de défaillance faible après réparation ;
- la mesure des différents paramètres caractérisant la performance des installations ;
- les délais d'intervention du personnel du titulaire pour le diagnostic et le dépannage du matériel défectueux et ensuite la durée de remise en service définitive ;
- le respect des plannings de maintenance préventive ;
- l'application des textes concernant les vérifications périodiques.

L'ensemble des objectifs décrits ci-avant est défini indépendamment des entités auxquelles appartiennent les installations.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS DIVERSES

12.1. Assurances

Le titulaire sera responsable à l'égard de la personne publique de tous les dommages, écroulement partiel ou total, dégâts, incendies et autres causes, résultant notamment de sa négligence, de ses manquements dans l'exécution du marché et des travaux qui lui sont confiés ou de tout autre cause pouvant lui être imputée à faute.

Cette responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le marché et ne se terminera qu'à l'expiration de ce dernier.

Le titulaire sera responsable envers ses employés et les tiers, y compris le personnel des juridictions, ou autre personne travaillant sur le site, de tous les accidents qui pourraient se produire de son fait dans l'accomplissement de son entreprise.

Le titulaire déclare être couvert par une assurance couvrant sa « responsabilité civile » telle que prévue par les articles 1240 et suivants du code civil. Il communiquera au RSEM une attestation détaillant les garanties correspondantes, sans limitation de montant.

Le titulaire devra contracter une assurance contre les risques d'incendie, de foudre, de dégâts des eaux et d'explosion survenant aux installations qu'il exploite et aux objets mobiliers qui garnissent les locaux mis à sa disposition.

Le titulaire acquittera les primes d'assurance à ses frais exclusivement et devra pouvoir justifier de leur paiement lorsque le RSEM en fera la demande.

12.2. Destruction totale ou partielle des installations

En cas de sinistre et proportionnellement à sa part de responsabilité, le titulaire supportera le coût de l'ensemble des dommages causés aux locaux et installations sinistrés ainsi que le montant de tous autres dommages causés par le sinistre.

12.3. Cas de force majeure

Dans tous les cas de force majeure entraînant ou risquant d'entraîner une diminution, même momentanée, des prestations assurées par le titulaire, celui-ci devra proposer une adaptation provisoire du marché à cette situation, notamment dans ses clauses de facturation.

12.4. Résiliation du marché

D'une façon générale, les cas de résiliation sont ceux prévus au CCAG ainsi que celui prévu dans l'article 16 du présent CCP.

Si par suite d'un cas de force majeure, il devient impossible de poursuivre l'exécution du marché, dans ce cas, le RSEM et le titulaire arrêteront d'un commun accord toutes les mesures à prendre en considération de la situation ainsi créée.

La résiliation interviendra immédiatement et de plein droit sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité en cas de :

- règlement ou liquidation judiciaire ;
- suite à une défaillance du titulaire pendant plus de quinze (15) jours, et de huit (8) jours après l'envoi d'une lettre recommandée de mise en demeure ;
- non-respect de l'une des clauses du présent CCP après l'envoi d'une lettre recommandée de mise en demeure restée sans effet ;
- la cessation d'exploitation par l'administration, de tout ou partie des locaux, objet de la prestation.

En cas de résiliation du marché, le titulaire est tenu de laisser ou de remettre en état normal de fonctionnement les équipements.

12.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu des personnes responsables du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Lorsque le titulaire fait intervenir une entreprise extérieure sous-traitante agréée, il prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention.

ARTICLE 13 : PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Les titulaires doivent dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effet de serre, en particulier le CO₂, par exemple en formant son personnel à l'éco ou encore en disposant d'une flotte de véhicule de moins de trois ans ou de véhicules électriques. Le matériel proposé devra être performant sur le plan énergétique et participer à la réduction des consommations énergétiques.

Le titulaire s'engage à justifier à tout moment du marché et sur demande du RSEM des éléments de performance environnementale décrits dans son mémoire technique.

ARTICLE 14 : CONSIDERATIONS SOCIALES

Le Ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, dans les 15 jours suivant la date de notification du marché. Il devra également compléter le questionnaire 2 mois avant la date de fin du marché.

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Les informations renseignées dans le questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat

ARTICLE 15 : MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

15.1. Forme du prix

Le marché est principalement à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaires sur bon de commande.

15.1.1. Prix forfaitaire

Les prix comprennent toutes les dépenses et sujétions énumérées dans les pièces constitutives du marché. Ils comprennent également les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

La décomposition du prix global forfaitaire en annexe 1 de l'acte d'engagement ne concerne que les opérations de maintenance préventive, la maintenance corrective étant facturée à partir du bordereau des prix unitaires en annexe 2 de l'acte d'engagement.

15.1.2. Prestation hors forfait – bon de commande

Les prix des prestations hors forfait (maintenance corrective) sont calculés sur la base du Bordereau des Prix Unitaires en annexe 2 de l'acte d'engagement. et sur devis accepté, ceci au choix du R.S.E.M.

Les prestations pouvant également faire l'objet de bon de commande sont :

- les interventions consécutives à un acte de malveillance ;
- les travaux de mise en conformité ;
- les travaux d'investissement, de transformation, de restructuration ou de modification des ouvrages ;
- la présence exceptionnelle de techniciens à la demande expresse du RLSEM en dehors des heures normales ou d'astreinte.

15.2. Révision des prix

Le mois d'établissement des prix est le mois de remise des offres *Mo* soit **novembre 2025**.

Le présent marché est conclu à prix révisable au 1^{er} février de chaque année (1^{ère} révision au 1^{er} février 2027) par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,15 + 0,85 [0,75 (ICHT-IME_n/ICHT-IME_o) + 0,25 (FSD2_n/FSD2_o)]]$$

P_o = Prix initial du marché

P = Prix révisé

ICHT-IME = valeur de l'indice coût horaire de travail industries mécaniques et électriques, charges salariales comprises, publication INSEE

FSD2 = Valeur de l'indice des produits et services divers 2 publié au moniteur des travaux publics

Les valeurs initiales (o) seront celles du dernier indice définitif publié à la date de remise des offres.

Les valeurs finales (n) seront celles du dernier indice définitif publié un mois avant la date d'effet de la révision.

Les calculs intermédiaires sont arrondis à la quatrième décimale comme suit :

- si la cinquième décimale est inférieure à 5, la quatrième est inchangée ;
- si la cinquième décimale est supérieure ou égale à 5, la quatrième est augmentée d'une unité.

Le coefficient de révision est arrondi à la deuxième décimale comme suit :

- si la troisième décimale est inférieure à 5, la deuxième est inchangée ;
- si la troisième décimale est supérieure ou égale à 5, la deuxième est augmentée d'une unité.

La révision des prix est notifiée au titulaire par le représentant du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT

16.1. Facturation

Les prestations sont réglées semestriellement à terme échu. Le montant des règlements correspond à la moitié du forfait annuel indiqué dans la décomposition du prix global forfaitaire applicable à chaque site. Lorsque les factures portent sur des mois incomplets le montant dû sera calculé au prorata temporis (sur la base d'un mois = 30 jours).

Les factures seront adressées au pôle chorus concerné par chaque lot :

LOT 1 :

Cour d'appel de Metz
Service administratif régional
Pôle Chorus
19, rue Puhl Demange
57 000 Metz

LOTS 2 A 4 :

Cour d'appel de Nancy
Service administratif interrégional
Pôle Chorus – Fonctionnement courant
60 rue Jacquinot
CS 50831
54 011 Nancy Cedex

Les demandes de règlement devront être adressées obligatoirement sous format dématérialisé via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation du portail Chorus pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- le numéro SIRET de l'administration : 11000201100044
- le code de service exécutant suivant :
 - **pour le lot 1** : DSJPFGU057
 - **pour les lots 2, 3 et 4** : DSJPFGU054
- le numéro d'engagement juridique qui sera communiqué après notification du marché au titulaire.

Des informations liées à l'assistance Chorus pro sont disponibles à la rubrique « Actualités » de la page d'accueil du site Chorus pro et sur le site internet <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Les factures, comporteront outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du titulaire ;
- coordonnées bancaires du titulaire ;
- numéro de marché et de chaque avenant le cas échéant ;
- lot concerné ;
- prestation exécutée et période d'exécution des prestations ;

- références et date du bon de commande pour les prestations exceptionnelles ;
- montant HT ;
- taux et montant de la TVA ;
- montant TTC.

Pour le paiement direct des sous-traitants par l'administration, le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler à chaque sous-traitant. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévus dans le contrat de sous-traitance.

L'ordonnateur complète éventuellement la facture en faisant apparaître les réfections, pénalités, remboursements dus par le titulaire.

Les factures des dépannages et interventions dans le cadre de la maintenance corrective interviendront par application des prix du bordereau des prix unitaires et après service fait et approbation d'un devis présenté par le titulaire. Elles devront être accompagnées de la fiche de travail.

16.2. Mode de règlement

Le mode de règlement utilisé est le virement par mandat administratif. Les paiements s'effectueront après exécution du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique.

Dans le cas où la facture transmise par le titulaire serait erronée ou incomplète, elle sera retournée à son expéditeur. Les délais de paiement seront alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

Les sommes dues au titulaire seront réglées dans un délai de 30 jours à compter de la date de dépôt de la facture sur le portail Chorus pro ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture. Le défaut de paiement dans le délai indiqué ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

En application de l'article R.2192-31 du code de la commande publique, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. »

En application de l'article D.2192-35 du code de la commande publique, « le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros ».

16.3. Avance forfaitaire

Sauf renonciation expresse du titulaire indiquée à l'acte d'engagement, une avance forfaitaire est accordée au titulaire sur le fondement de l'article R.2191-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 17 : PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.
Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en euros hors taxe.

Les pénalités « par jour » s'entendent par jour ouvré, chaque jour entamé étant dû. Les pénalités « par heure » sont décomptées 24h/24.

17.1 Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire	
Tout retard dans la remise des plannings prévisionnels de maintenance préventive, de confirmations d'intervention de maintenance préventives, des rapports d'intervention/fiche, inventaires, devis.	50 € par jour ouvré de retard, par site d'intervention et par type de document concerné
Toute absence non excusée aux réunions diligentées par le service gestionnaire ou l'administration responsable du marché notifié au titulaire avec un préavis de 5 jours ouvrés minimum	50 €
Non transmission des comptes rendus de réunion	50 € par jour de retard.
17.2 Pénalités pour retard d'intervention lors d'opération de maintenance préventive	
Tout retard, par rapport au planning et à la date limite figurant sur la fiche d'intervention émise conformément au programme annuel qui aura été arrêté entre le responsable de site et le titulaire	50 € par jour ouvré de retard, par site d'intervention
17.3 Pénalités pour retard dans l'exécution des interventions de dépannage	
Tout retard d'intervention pour les prestations signalées comme urgentes telles que définies dans le CCTP	30 € par heure de retard Chaque heure entamée est dûe
Tout retard d'intervention pour les prestations signalées comme courante telles que définies dans le CCTP	15 € par heure de retard Chaque heure entamée est dûe
17.4 Pénalités pour manquement au niveau de l'exécution des prestations	

Carence du titulaire n'entraînant pas un dysfonctionnement majeur de l'établissement*	150 €
Carence du titulaire entraînant un dysfonctionnement majeur de l'établissement*	250 €
17.5 Pénalités liés à la sous-traitance	
Non déclaration de sous-traitance ou constatation de sous-traitance n'ayant donc pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.	100 € par non-respect constaté
17.6 Pénalités liées à la performance environnementale	
Non-respect des engagements du titulaire pris dans son mémoire technique (eco-conduite, flotte de véhicule).	50 € par véhicule et manquement constaté
17.7 Pénalités liées aux considérations sociales	
Non-respect du délai laissé au titulaire pour répondre à l'enquête sur l'égalité entre les femmes et les hommes, la promotion de la diversité et la lutte contre les discriminations	15 € par jour de retard.

**Au-delà du 3ème constat, le RSEM pourra faire valoir leur droit de résiliation.*

ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN

18.1. Modification du montant maximal de la partie à bons de commande

Le RESM sollicitera le titulaire par courriel pour l'informer de l'intention des chefs de cour de modifier le montant maximal précisé à l'article 1.2 du CCAP, relatif à la partie du marché à prix mixtes exécutée via l'émission de bons de commande.

Le pouvoir adjudicateur communiquera par la suite au titulaire le nouveau montant maximal retenu et la modification contractuelle à réaliser sous la forme d'un avenant. Le titulaire disposera d'un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avenant par courriel pour le retourner, dûment complété et signé, au RESM.

L'avenant sera annexé du nouveau cahier des clauses administratives particulier (CCAP) modifié, qui se substituera au CCAP antérieur.

Le nouveau montant maximal entrera en vigueur à la date de signature de l'avenant par les deux parties. Cette clause de réexamen ne peut entraîner une modification du montant maximal inférieure ou supérieure à 50 % du montant maximal TTC du marché (toutes reconductions éventuelles comprises). Cette clause de réexamen ne peut entraîner une modification des autres conditions d'exécution du présent accord-cadre.

18.2. Modification de l'inventaire des équipements objets de la maintenance

Le RESM pourra solliciter le titulaire par courriel pour ajouter des équipements au périmètre du marché public. Le Ministère conviendra avec le titulaire :

- du nombre et de la nature des équipements à ajouter à l'inventaire, annexe du CCTP ;
- des prestations de maintenance définies au CCTP à étendre aux équipements ajoutés.

Les montants des nouveaux prix seront déterminés lors d'une réunion (présentielle ou en visioconférence). Le Ministère enverra par courriel :

- une nouvelle Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) avec un ou plusieurs nouveau(x) prix global(aux) et forfaitaire(s) ;
- un nouveau Bordereau des Prix Unitaires (BPU) avec un ou plusieurs nouveau(x) prix unitaire(s).

Toutefois, tout ajout d'équipement n'entraîne aucune modification des conditions d'exécution des prestations de maintenance déjà en cours pour les autres équipements, telles que prévues au CCTP et dans le mémoire technique du titulaire.

Dans un délai fixé lors de la réunion, le titulaire fournira au Ministère la DPGF et le BPU modifiés avec le(s) nouveau(x) prix. Si le Ministère de la Justice accepte les nouveaux prix, il enverra par courriel un avenant annexé :

- de la nouvelle DPGF ;
- du nouveau BPU ;
- et d'une annexe « inventaire » mise à jour.

Le titulaire disposera d'un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avenant pour le retourner, dûment complété et signé, au RESM. Les modifications entreront en vigueur à la date de signature de l'avenant par les deux parties.

Cette clause de réexamen ne peut :

- étendre des prestations de maintenance à des équipements sans lien avec l'objet du marché ;
- entraîner une augmentation supérieure à 50 % de la valeur totale du marché (incluant la part à prix global et forfaitaire ainsi que le montant maximal de la part à prix unitaires, sur toute la durée du marché, reconductions éventuelles comprises).

ARTICLE 19 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de difficultés dans l'interprétation ou dans l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de les résoudre à l'amiable.

En cas d'échec dans la recherche d'une solution à l'amiable, les contestations susceptibles de résulter de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché seront de la compétence :

- du tribunal administratif de Strasbourg pour le lot 1
- du tribunal administratif de Nancy pour les lots 2, 3 et 4

ARTICLE 20 : LANGUE ET UNITE MONETAIRE

L'ensemble des correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français.
L'unité monétaire de compte est l'euro.

ARTICLE 21 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

- Article 10.2.3. CCAG / Article 15.2 CCP
- Article 14 CCAG-FCS / Article 17 CCP
- Article 32 et 33 CCAG-FCS / Articles 12.4 CCP